

# Climat des affaires



## Les patrons toujours réservés, malgré des indicateurs au vert

**Le manque de liquidité, l'allongement des délais de paiement, la concurrence de l'informel et les difficultés d'accès au financement continuent de peser sur les opérateurs économiques. Ils espèrent que le PLF 2019 améliorera le climat des affaires et permettra de soutenir la compétitivité des TPME. «La Vie éco» a recueilli les avis de plusieurs patrons et dirigeants d'organisation professionnelle.**

*Faire de la conjoncture, c'est se «tromper intelligemment», disent les économistes ! Il est rare que les agrégats économiques se comportent selon des logiques fixes et immuables. Résultat : les chiffres ne reflètent pas toujours le ressenti des opérateurs économiques (voir l'enquête VQ/La Vie éco publiée en juillet sur [lavieeco.com](http://lavieeco.com)). Chacun y va de son analyse. Comment va alors l'économie ?*

De prime abord, à en croire les dernières enquêtes du Haut-commissariat au plan et de Bank Al-Maghrib, la conjoncture, morose en début d'année, s'est légèrement améliorée au deuxième trimestre sur un plan purement macro-économique.

Le PIB a augmenté de 3% au deuxième trimestre. Cette hausse est attribuable à un redressement de la valeur ajoutée agricole de 3,1%, un rythme plus soutenu que prévu. Et pour cause, la conjonction d'un hiver 2017/2018 humide et d'un

printemps 2018 particulièrement pluvieux et ensoleillé a favorisé le développement des cultures fruitières, fourragères, des oléagineuses et des céréales de printemps, portant leurs rendements à des niveaux dépassant la moyenne des années 2012-2017.

### Légère baisse du pouvoir d'achat

Hors agriculture, l'activité du secteur secondaire s'est redressée avec à la clé une croissance de plus de 3%. Un fait marquant à souligner : l'évolution en glissement annuel de la valeur ajoutée de la majorité des secteurs est positive (par rapport à la même période de 2017). A ce titre, l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 3% au cours du deuxième trimestre 2018 par rapport à la même période de 2017, selon le Haut-commissariat au plan (HCP). Dans ce sillage, le taux d'utilisation

des capacités (TUC) s'est-il amélioré, dépassant 61%.

Au volet des activités de service, le secteur tertiaire a continué à soutenir l'activité économique, grâce notamment à la bonne orientation du commerce et du transport et de la poursuite de la dynamique des activités touristiques, contribuant pour 1,5 point à la croissance globale du PIB au deuxième trimestre. En gros, la contribution sectorielle à la croissance globale du PIB de chacun des compartiments d'activité est positive (+0,3 pour le secteur primaire, +1,1% pour l'industrie et +1,5% pour les services).

A l'origine de ce retour de vigueur, «la demande intérieure qui continue à soutenir la croissance nationale, même avec un rythme en légère décélération», d'après les analystes du HCP. La consommation finale des ménages a en effet accusé un léger ralentissement par rapport à la même période de l'année précédente. Dans un contexte d'une légère baisse

du pouvoir d'achat des ménages, consécutif à une appréciation des prix à la consommation (+2,6%, au lieu de 2,1% un trimestre plus tôt), notamment des produits alimentaires (+3,4%, au lieu de 2,4%), la consommation a augmenté de 2,9%, contribuant pour environ 1,7 point à la croissance globale du PIB. Pour sa part, la consommation des administrations publiques s'est affermie de 2,6% sous-tendue par la hausse des dépenses de fonctionnement prévues dans la Loi de finances 2018. A noter que la contribution de la demande étrangère (exportations) à la croissance a baissé au deuxième trimestre.

## L'industrie manufacturière résiste

Il faut dire que ce regain de dynamisme apparaît au niveau des indicateurs des secteurs phares de l'économie. A commencer par le secteur de la construction dont l'activité a affiché une croissance de 1% au deuxième trimestre, après 0,4% un trimestre plus tôt. Selon les opérateurs du secteur, la baisse de l'utilisation des facteurs de production a été légèrement atténuée, notamment celle du ciment, dont les ventes ont fléchi d'environ 1,8%, (contre -6,9% au premier trimestre 2018).

Le secteur continue toutefois de pâtir de la faiblesse de la demande adressée aux logements résidentiels, notamment le moyen et le haut standing. *«Actuellement, le déficit en logements est estimé à 400 000 unités et la demande actuelle, évaluée par le ministère, est estimée à 1,5 million de logements et devra atteindre 2,3 millions en 2025, sachant que 50% de la demande est faite pour des unités ne dépassant pas 350 000 DH»,* explique Taoufik Kamil, président de la FNPI. Il recommande que l'accès de la classe moyenne à des logements adaptés à ses revenus peut se faire par de simples dispositions des plans d'aménagement actuels en augmentant les surfaces à bâtir de 30%, avec à la clé un prix fixe de vente de 6 000 DH HT/m<sup>2</sup> et des conventions signées avec les promoteurs selon des cahiers des charges précis.

Epusant la même dynamique, les industries manufacturières ont poursuivi leur raffermissement pour le troisième trimestre consécutif, affichant une hausse de 2,9%, au deuxième trimestre 2018, au lieu de 2,3% la même période une année auparavant, contribuant, ainsi, pour 0,5 point à la croissance globale du PIB au deuxième trimestre. Les industries du textile et du cuir (près de 11% de la valeur ajoutée industrielle), ainsi que celles de

l'agroalimentaire (35% de la valeur ajoutée industrielle) auraient réalisé une hausse de 2,8% chacune sous-tendue par l'accroissement de la demande étrangère qui leur est adressée. *«Actuellement, la tendance du secteur agroalimentaire est à la stabilité, résultat d'une bonne campagne agricole 2017-2018, d'une bonne tenue du marché intérieur et d'une évolution favorable des exportations»,* affirme Mohamed Fikrat, président de la Fenagri.

Pour sa part, Mohamed Tazi, DG de l'AMITH, relève que malgré les bonnes performances à l'export, le marché local reste morose. *«Il est inondé par les produits de contrebande, d'importations déloyales et de marques low-cost jouissant de conditions très favorables des ALE»,* se désole-t-il.

Baromètre de l'activité économique, le secteur du transport est sorti de sa torpeur. Il a, lui aussi, vu sa valeur ajoutée progresser de 3,9% au deuxième trimestre 2018. Cette évolution a été portée par l'amélioration du trafic aérien des passagers et du fret et par la consolidation du tonnage transporté par voie maritime, dans le contexte d'un raffermissement des échanges extérieurs de marchandises.

En revanche, le transport ferroviaire aurait poursuivi son évolution modérée amorcée au début de l'année 2016.

## Les entreprises se plaignent de la fiscalité sur le capital

Autre grand signe positif, la prise de l'investissement en panne depuis plus de trois ans. L'importation de biens d'équipement a marqué un rebond de 10% à fin juin. Aussi, le HCP fait remarquer que l'investissement productif a poursuivi sa tendance haussière entamée fin 2017.

La formation brute de capital (FBC), en volume, aurait progressé de 3,4%, contribuant pour près de +1,2 point à la croissance globale du PIB. Cette évolution aurait été, particulièrement, tirée par la poursuite du raffermissement de l'investissement dans les produits industriels, dans un contexte d'accroissement de 13% des crédits accordés à l'équipement et de progression de 10% des importations de biens d'équipement. *«Idem pour l'investissement public, notamment en infrastructures de base, qui a poursuivi son raffermissement entamé il y a quelques mois»,* explique le HCP.

Cependant, un patron membre de la CGEM relève que les entreprises privées ne font pas de vrais investissements créateurs de valeur et d'emplois. Beaucoup d'investissements sont plutôt «forcés» pour

## Questions à

**BACHIR RACHDI**

Président de la Commission éthique et bonne gouvernance - CGEM



# «L'économie est confrontée à une crise de confiance»

## La Vie éco : Comment qualifiez-vous l'évolution du climat des affaires au Maroc ?

Inquiétante. L'évolution du climat des affaires peut être mesurée par plusieurs outils, mais le plus parlant d'entre eux est, pour moi, le niveau de consommation d'énergie. Ce dernier a stagné pour la première fois depuis des décennies, rendant compte d'un gel des investissements et une stagnation de la productivité. C'est inquiétant parce que cette situation dénote d'une incertitude telle vis-à-vis de l'avenir, avec des industriels qui n'investissent presque plus, qu'elle risque bien de mettre en danger notre économie. C'est une véritable crise de confiance.

## A quoi attribuez-vous ce manque de confiance ?

Les inquiétudes des opérateurs économiques sont imputables à plusieurs facteurs, dont le manque de transparence et la corruption. C'est la raison pour laquelle la Commission éthique et bonne gouvernance au sein de la CGEM s'est attelée à mettre sur pied plusieurs stratégies visant à s'attaquer au problème de manière efficace. Plusieurs chantiers sont lancés avec les pouvoirs publics, en partenariat avec les comités d'organisation de l'OCDE et la Banque mondiale. Notre objectif est d'aider à ce que les relations entre entreprises publiques et privées, ainsi que les entreprises privées entre elles, s'inscrivent dans le cadre des pratiques de bonne gouvernance et d'éthique. Ce n'est que comme cela que notre pays verra enfin émerger des PME et des TPE viables, capables de contribuer à la création de valeur ajoutée.

## Qu'avez-vous prévu pour atteindre cet objectif ?

Nous avons lancé plusieurs programmes dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption, ciblant les délais de paiement et le recouvrement, la transparence administrative et la corruption sous ses diverses formes, entre autres problématiques tout aussi importantes. Certains de ces programmes sont pilotés par les pouvoirs publics, d'autres par les institutions internationales et par la CGEM. Au-delà de la sensibilisation et de l'information, nous ambitionnons de faire rentrer progressivement les pratiques d'éthique et de bonne gouvernance dans l'ADN même de nos entreprises, en visant la mise en place d'un cadre légal obligatoire qui contraindrait les entités peu scrupuleuses à observer le respect de ces pratiques. C'est un travail de longue haleine, et une mission que nous avons choisis d'assumer pour le bien de tous.

servir d'autres buts que ceux de la productivité, de la modernisation et de l'optimisation des coûts. Or, selon lui, le Maroc a l'un des taux d'investissement les plus élevés à l'échelle mondiale (plus de 30% du PIB). L'entreprise privée vit aujourd'hui un grave problème sur le plan de la productivité en raison du manque d'investissement productif. La parade : mettre en urgence les TPME au centre des débats, revaloriser le tissu entrepreneurial et l'orienter pour devenir un créateur de richesse et non un destructeur de la valeur. *«Nous avons tellement découragé l'investissement en taxant les facteurs capital et travail qu'ils ne*

*s'expriment plus qu'à travers l'informel ou en s'expatriant à l'étranger»,* commente la même source.

## Faible diversification et intégration industrielle peu poussée

Toutefois, sur un plan purement micro-économique, officiels, banquiers et présidents de fédérations sectorielles expliquent que la baisse dramatique de l'activité sur les quatre dernières années, le manque de liquidité émanant de l'allongement des délais de paiement, la concurrence...

.../...

rence déloyale, l'érosion des marges et le durcissement des conditions d'octroi des crédits pour les entreprises continuent de peser sur l'exploitation quotidienne des TPME. M. Fikrat, président de la Fenagri, déplore un manque de liquidités chronique, qui a pour conséquence un rallongement important des délais de paiement. Pour lui, cette problématique impacte de plus en plus la trésorerie de la majorité des opérateurs, particulièrement des TPME allant jusqu'à mettre en péril leur survie. Ce sont justement ces entreprises qui expriment clairement leurs souffrances. Le niveau des faillites -plus de 8 000 en 2017- montre bien qu'il y a un hiatus entre les indicateurs et le vécu de beaucoup de patrons. La stagnation du niveau de consommation énergétique relevée par Bachir Rachdi, président de la Commission éthique et bonne gouvernance - CGEM, relativise également l'optimisme véhiculé par les chiffres.

Autre grand souci pour les opérateurs, la concurrence du tissu informel. Selon la dernière enquête sur le secteur réalisé par le Centre marocain de conjoncture, les unités de production informelles réalisent un chiffre d'affaires moyen avoisinant 250 000 DH par unité et contribuent pour une part de 12,6% à la valeur ajoutée globale de l'économie nationale et de 37% de l'emploi total. Avec cet ampleur, le secteur informel exerce une concurrence forte qui affecte de façon plus ou moins prononcée les opérateurs structurés de l'économie. D'après le CMC, la mise en œuvre d'une stratégie d'intégration de l'ensemble des activités informelles s'impose dans ces conditions afin d'atténuer les répercussions de ce type d'activité tant au plan économique que social. Cette stratégie devrait privilégier les actions de formation, d'assouplissement de la réglementation et d'allègement de la fiscalité. A toutes ces contraintes viennent s'ajouter un type de management parfois dépassé, une main-d'œuvre peu qualifiée, la diversification et l'intégration industrielle inachevée et le caractère versatile de la demande.

Néanmoins, la majorité des opérateurs restent optimistes quant aux perspectives - un sentiment exprimé lors de l'enquête VQ/*La Vie éco*. Ils plaident toutefois pour des mesures fortes lors de la préparation du PLF 2019 qui permettront d'améliorer l'environnement des affaires et de soutenir l'activité économique. Bref, l'entreprise marocaine mérite mieux que la situation qu'elle vit, peut-on déduire de leurs commentaires (voir les avis de patrons dans les pages qui suivent) ■

LA REDACTION